



III – Amérique latine, Asie, Afrique

*Loïc Cadiou, Agnès Chevallier**¹

En Asie, la vigueur de l'économie chinoise et la reprise japonaise entraînent l'ensemble de la zone. Par ailleurs, la reprise de la demande interne donne à la croissance un caractère plus durable. Depuis la mi-2003, l'Amérique latine et l'Afrique tirent profit d'un environnement international porteur. Elles bénéficient de la forte progression des prix des matières premières. En Amérique latine, si la croissance est aujourd'hui moins dépendante des financements extérieurs, la hausse des taux d'intérêt dans les pays industrialisés pourrait toutefois entraîner une pression sur les taux de change de la région. Pour l'Afrique, les perspectives restent soumises aux engagements concrets en matière d'aide internationale, car en terme commercial les pays africains ont peu à attendre d'une éventuelle avancée des négociations du cycle de Doha.

Amérique latine

L'Amérique latine profite en 2004 de la vigueur de l'environnement international. Le PIB de la région devrait progresser de 5.2% après

¹ Loïc Cadiou (Amérique latine, Asie) est gérant obligataire international au Crédit agricole asset management, Agnès Chevallier (Afrique) est économiste senior au CEPII.

deux années de très faible croissance (1.7% en 2003, et -0.1% en 2002). Cette reprise, amorcée à la mi-2003, bénéficie de la forte progression des prix des matières premières : pétrole (Mexique, Venezuela, Equateur) ; métaux (Pérou, Chili) ; matières premières agricoles (Brésil, Argentine, Uruguay).

Les années d'ajustement et de stabilisation (2001-2002) ont mis les pays d'Amérique latine dans une position idéale – politique budgétaire ajustée, taux de change compétitifs – pour tirer profit d'un contexte international beaucoup plus porteur. Si la région a bénéficié du dynamisme de la demande mondiale, sa contribution propre est restée modeste. En effet, la demande intérieure des plus grands pays est restée molle en 2003 (Mexique et Brésil), même si certains pays ont pu connaître des retournements spectaculaires de la confiance des ménages (Argentine et Colombie).

En 2004, la reprise de la demande intérieure devrait apporter une contribution plus significative à la croissance. Pour la première fois depuis bien longtemps, la région devrait croître sans faire appel de manière excessive à des financements extérieurs, même si une certaine dégradation des soldes courants est à prévoir. Toutefois, si la moindre dépendance aux capitaux étrangers est bien réelle, le cycle de hausse des taux d'intérêt dans les pays industrialisés est de nature à réduire l'offre de capitaux étrangers disponibles. En effet, la région a jusqu'ici bénéficié d'importantes entrées de capitaux cherchant des rendements financiers plus élevés avec de moins en moins de considération pour le risque (comme en 1991-1993). La normalisation des taux d'intérêt dans les pays industrialisés pourrait conduire à une moindre disponibilité des capitaux internationaux et entraîner, comme en 1994, une pression sur les taux de change de la région. Si un tel scénario est fort probable, son développement en une crise majeure en 2004-2005 l'est beaucoup moins. Non seulement la position extérieure est bien meilleure qu'en 1994 et 1998, mais surtout les institutions ont indéniablement été renforcées (Banques centrales indépendantes et taux de change flexibles) et les alternances politiques ont considérablement réduit l'incertitude relative à la conduite des politiques économiques (Mexique, Brésil).

Argentine

Après la récession de 2002 (-10.9%), la croissance a fortement rebondi en 2003 (8.7%) et devrait se poursuivre sur un rythme élevé en 2004 et 2005 (autour de 5-6%). Passé l'effet de rattrapage après la

longue période de faible croissance et la crise de 2001, l'économie argentine devrait retrouver un rythme de croissance à moyen terme assez favorable. En effet, le remplacement du currency board par un régime de taux de change flexible ôte l'un des freins à la croissance de la seconde partie des années 1990.

Par ailleurs, la forte croissance récente s'est accompagnée d'une résorption des déséquilibres macroéconomiques. Grâce à des rentrées fiscales particulièrement fortes, les objectifs négociés avec le FMI ont été facilement satisfaits : l'excédent primaire a atteint 2.3% du PIB en 2003 et devrait avoisiner 4% en 2004. L'inflation est restée contenue (3.7% en 2003) en raison de l'importance des capacités de production inutilisées. Enfin, l'excédent courant, initialement produit par l'effondrement des importations en 2002, est resté élevé en 2003 et 2004. La reprise de la demande intérieure s'est accompagnée de celle des importations, mais les exportations sont restées soutenues grâce à la vigueur de la demande internationale et à un taux de change très compétitif. Par ailleurs, les termes de l'échange ont été extrêmement favorables à l'Argentine en 2003 (soja, pétrole).

Si la situation des ménages argentins demeure très difficile, la reprise de l'activité économique s'est toutefois accompagnée d'importantes créations d'emplois. Ceci est un élément nouveau qui donne une meilleure assise à la croissance comme l'indiquent les enquêtes de confiance après des ménages et des entreprises. A noter également que les constructeurs automobiles étrangers ont repris leurs programmes d'investissement, signe de la compétitivité retrouvée de l'Argentine dans le cadre du Mercosur.

Ces évolutions favorables de la conjoncture argentine ne doivent toutefois pas faire oublier les risques d'entraînement de la croissance. La principale déception vient de l'absence de réformes institutionnelles de grande ampleur. Si face aux dégâts sociaux qu'elles engendrent les crises dans les pays émergents ont une quelconque vertu, c'est de dégager des majorités politiques permettant de lever les blocages aux indispensables réformes. En Argentine, la réforme essentielle des relations entre les provinces et l'Etat fédéral n'a toujours pas été abordée. Pire, dès 2002, l'Etat fédéral a repris à son compte la dette des provinces ; il a ainsi perdu son principal levier de négociation.

Par ailleurs, à moyen terme, la reprise du crédit bancaire est un élément indispensable à la poursuite d'une croissance soutenue. Jusqu'ici, l'excédent courant a permis d'inonder l'économie en

liquidités et de rétablir les moyens de paiements interentreprises. Le financement de l'économie ne prendra un tour plus normal et durable que lorsque les banques seront correctement capitalisées.

Brésil : stabilisation et réformes

Depuis l'accession du Parti des Travailleurs (PT) au pouvoir fin 2002, le gouvernement du Président Lula a réaffirmé la solidité des institutions brésiliennes (indépendance de facto de la Banque centrale, respect de la loi de responsabilité budgétaire) et assuré la continuité d'une politique économique orthodoxe. L'effacement progressif de la perception du risque politique et l'avalanche de réformes dites « structurelles », notamment l'ajustement des retraites de la fonction publique, ont parachevé la stabilisation macroéconomique en 2003. L'appréciation progressive du taux de change, après les excès de faiblesse de 2002, et la baisse de l'inflation ont permis à la Banque centrale de réduire de manière continue ses taux d'intérêt. Appréciation du change et baisse des taux d'intérêt ont eu des effets vertueux immédiats sur la dynamique de la dette publique (dont une partie est en devises étrangères et une autre sensible aux taux d'intérêt à court terme).

L'année 2003 aura également été marquée par l'accumulation d'un énorme excédent commercial (24 milliard de dollars), produit de la faiblesse de la demande intérieure et de l'extraordinaire réaction du secteur exportateur brésilien à un contexte international plus porteur. Une très bonne compétitivité et une spécialisation sur les secteurs industriels lourds (métallurgie, matériaux de construction, chimie) combinées à la hausse des prix des matières premières expliquent la progression de plus de 50% des exportations entre début 2003 et mi-2004.

Depuis fin 2003, la demande intérieure est sortie de près de trois ans de léthargie. Outre les investissements de capacité dans les secteurs exportateurs, les ventes de détail ont finalement répondu à la réduction significative des taux d'intérêt réels. Ceci devrait permettre un retour de la croissance (3.5% en 2004 et 2005), après le recul de 2003 (-0.2%).

Pour la première fois depuis des décennies, l'économie brésilienne est en position de croître sans recourir aux capitaux étrangers. La voie vertueuse mais progressive de l'orthodoxie budgétaire pour réduire la vulnérabilité du pays aux chocs externes doit être poursuivie avec constance, même dans des conditions économiques favorables. Le

maintien de cette stratégie par le PT dans l'exercice du pouvoir est un achèvement majeur pour l'avenir du Brésil. Cela réduit fortement l'incertitude sur la conduite des politiques économiques de tous les grands partis traditionnels. Toutefois, cette stratégie n'améliore les fondamentaux du pays que progressivement et requerra une patience qui peut entrer en conflit avec des objectifs politiques à court terme. Si l'on considère que le frein à la croissance exercé historiquement par les déséquilibres macroéconomiques est en partie levé, les conditions d'une croissance durablement soutenue ne sont pas encore toutes réunies. L'insuffisance d'investissement dont souffre le Brésil, notamment en comparaison des pays asiatiques, a également des fondements microéconomiques. En particulier, la politisation du système judiciaire, sa complexité et la faiblesse du cadre juridique sur les faillites pèsent sur les perspectives d'investissement à moyen terme. Sur cette question des réformes microéconomiques, le gouvernement comme le Part des Travailleurs est divisé, sans que pour le moment le Président ait exercé son autorité comme il l'a fait sur les politiques macroéconomiques.

Mexique : compétitivité

Le Mexique a mis du temps à réagir à la reprise de l'activité économique américaine. Ce n'est que fin 2003 que les premiers signes d'entraînement se sont fait sentir. Auparavant, le Mexique a été pénalisé par la concurrence des pays asiatiques, et de la Chine en particulier. La concordance du cycle économique avec les Etats-Unis et l'absence de contrainte de financement extérieur ont permis à la politique monétaire mexicaine de suivre l'assouplissement opéré aux Etats-Unis jusqu'à la mi-2003. En revanche, la politique budgétaire est restée focalisée sur le maintien d'un déficit budgétaire de 0.65% du PIB. Dans ces conditions, le soutien conjoncturel n'a été que partiel et la spécialisation du pays est apparue un moment comme un handicap. La forte dépréciation du peso entre mi-2002 et 2004 (d'environ 25%) a finalement produit ses effets sur les exportations, et celles-ci ont alors entraîné la demande intérieure dans le courant du premier semestre 2004. La croissance du Mexique devrait dépasser 3% en 2004 et 2005, après seulement 1.3% en 2003.

Venezuela

L'année 2003 aura été, pour le Venezuela, marquée par la prise de contrôle de l'opérateur pétrolier national (PDVSA) par l'administration Chavez, et par ses conséquences sur la production pétrolière. Pratiquement nulle en début d'année, celle-ci s'est rétablie de façon spectaculaire au printemps. Cette crise s'est traduite par la mise en place d'un système de contrôle des changes, encore en cours malgré la forte hausse des réserves de la Banque centrale et la hausse des prix du pétrole. La forte progression du PIB prévue en 2004 (9%) ne doit pas faire illusion. Elle corrige l'effondrement de 2003 (-9.4%). Tant sur le plan microéconomique que politique, la situation s'est dégradée. Un référendum sur le maintien du Président Chavez au pouvoir devrait finalement se tenir en 2004. Quels qu'en soient les résultats, les tensions politiques demeureront vives car elles ne font que refléter la division profonde de la population entre bénéficiaires de la rente pétrolière et exclus.

Asie

L'Asie (hors Japon) aura finalement mis plus de cinq ans à panser les plaies de la crise de 1997-1998. La résorption de l'excès d'offre aura pris du temps. Mais l'ajustement des taux de change et la désinflation exportée dans le reste du monde (notamment aux Etats-Unis), ont finalement permis le retour de la croissance dans la région. En 2003, le PIB a atteint des rythmes proches de la décennie précédant la crise (6.4%) et devrait se maintenir autour de 7% en 2004 et 2005. Les pays de la région sont restés fidèles à une stratégie qui leur a toujours réussi : la promotion des exportations. La dépréciation de leurs taux de change effectifs depuis 2002 (de l'ordre de 10% à la mi-2004), alors que l'euro et le yen s'appréciaient de respectivement 30% et 25% contre le dollar, a nécessité des interventions massives sur le marché des changes. L'injection de liquidités dans ces économies n'a pas posé de problème, l'inflation restant globalement contenue dans la région. Toutefois, la normalisation de la croissance, avec des contributions plus équilibrées des moteurs internes et externes, et la réduction de l'output-gap sont de nature à entraîner une hausse cyclique de l'inflation. La poursuite de la croissance en 2005 pourrait ainsi s'accompagner de quelques tensions inflationnistes. Dans un tel scénario, les autorités monétaires préféreront dans un premier temps laisser leur taux de change s'apprécier, et ainsi importer

de la désinflation, plutôt qu'augmenter leur taux d'intérêt et risquer de pénaliser une demande intérieure renaissante. En effet, la reprise de la demande intérieure est le signe ultime du retour à la normale d'avant la crise de 1997-1998 pour la plupart des pays asiatiques, et les politiques économiques resteront orientées dans ce sens aussi longtemps que possible.

Pour faire face à l'affirmation de la Chine comme producteur mondial de produits manufacturés, les autres pays de la zone ont été conduits à redéfinir leurs spécialisations. Les anciens tigres (Singapour, Taïwan, Malaisie, Hong-kong, Corée du Sud), sont montés en gamme. L'Indonésie a bénéficié de son abondance de ressources naturelles. Seuls les Philippines et, dans une moindre mesure, la Thaïlande restent plus directement confrontées à la concurrence chinoise. Mais la Chine a surtout joué un rôle d'entraînement pour l'ensemble de la région. Enfin, il faut noter le rôle retrouvé du Japon comme source de croissance en Asie. Si la reprise économique japonaise de 2003-2004 s'avère véritablement marquer la sortie d'une crise qui aura duré près de douze ans, les autres pays de la région évolueront alors dans un environnement comparable à celui de la seconde partie des années 1980. Dans un tel scénario, où l'environnement international resterait porteur, le potentiel de croissance de la demande intérieure des pays asiatiques pourrait pleinement s'exprimer et favoriser un retour durable sur un sentier de croissance élevé.

Chine

L'accélération de l'activité économique en Chine, tout au long de l'année 2003 (9.1%) et jusqu'au début 2004, a rappelé que le développement de la Chine ne se limite pas à une concurrence accrue, mais qu'il constitue également une source de croissance formidable pour le reste du monde. Les énormes besoins en infrastructure et l'émergence d'une classe moyenne sont deux sources de croissance à moyen terme pour l'économie mondiale. La poursuite de l'accélération de l'investissement au début 2004 a placé le PIB chinois sur un rythme annuel de croissance supérieur à 10% au premier trimestre 2004. Comme en 2003, les investissements dans les secteurs de la construction, de l'automobile et des produits de base ont été les principaux moteurs. Ces développements ont été rendus possibles par le maintien d'une croissance débridée du crédit bancaire (hausse de

23% en 2003). Le débat sur le caractère soutenable de tels rythmes de croissance a débouché, fin 2003, sur la mise en place d'une politique de restriction des crédits à certaines industries et d'un certain resserrement de la politique monétaire. Mélange de contrôle administratif et de hausse du coût du refinancement bancaire, ces mesures ont permis de ramener l'investissement sur des rythmes de croissance plus « normaux » pour la Chine dès le deuxième trimestre 2004 (25% après 50% au premier trimestre). La difficulté pour les autorités chinoises reste d'éviter l'émergence de goulets d'étranglement dans des secteurs importants (énergie et transports, notamment) qui n'arrivent pas à satisfaire les besoins des secteurs les plus dynamiques (construction et produits de base en particulier). Les tiraillements entre secteurs d'activité rendent l'exercice de gestion du cycle particulièrement délicat. Toutefois, la réponse sectorielle apportée jusqu'ici semble bien être la plus appropriée. En effet, les indicateurs macroéconomiques sont très loin d'indiquer une surchauffe généralisée de l'économie. L'inflation chinoise a certes accéléré en 2004 (4% prévus en 2004 après 1.2% en 2003 et -0.8% en 2002), mais presque exclusivement en raison de la hausse brutale des prix des produits alimentaires (près de 20% en glissement annuel au premier trimestre 2004). Hors produits alimentaires, les prix à la consommation ne devraient augmenter que de 0.5% en 2004.

Sur le plan des équilibres externes, on ne voit, là non plus, aucun signe inquiétant de tension. Si pression il y a, ce serait à l'appréciation du taux de change, tant la position extérieure de la Chine est favorable (excédent courant de 46 milliard en 2003, en baisse mais encore positif en 2004). La forte croissance de l'investissement domestique reste en effet le reflet des investissements directs étrangers qui continuent à inonder le pays (47 milliard de dollars en 2003 et 37 milliard prévus pour 2004). Globalement les importantes entrées de capitaux étrangers, stérilisées, ont conduit à une accumulation de réserves en devises extraordinaire donnant au pays le plein contrôle de son compte de capital (de 200 milliard de dollars en 2001, les réserves chinoises ont augmenté d'environ 100 milliard par an et devraient atteindre 500 milliard en 2004). Enfin, la consommation des ménages n'a pour le moment pas accéléré comme lors des cycles précédents (6.3% prévus en 2004, comme en 2003).

L'efficacité des mesures ciblées de politique monétaire, un temps mise en doute (il aura fallu trois trimestres pour que leur effet soit visible), a pu à un moment faire craindre un ralentissement excessif de

l'activité économique. Si les économistes sont partagés sur l'ampleur d'un tel ralentissement, aucune récession n'est sérieusement évoquée. En effet, l'action restrictive des autorités monétaires chinoises consiste à suspendre des projets d'investissements qui peuvent être repris si nécessaire. Il est d'ailleurs possible que le ralentissement de l'investissement soit resté limité au deuxième trimestre 2004 : si l'évolution du prix des matières premières continue de refléter celle de la demande chinoise, la remontée des prix du pétrole et des métaux de base sur cette période indiquerait bien une poursuite de la croissance à un rythme encore élevé. Si tel est le cas, ce serait un succès pour les autorités chinoises. Leur objectif est de maintenir une croissance suffisamment forte pour permettre aux grandes restructurations du pays de se réaliser en limitant les coûts sociaux. Si ralentissement excessif il devait y avoir, il serait très certainement suivi d'un relâchement des contraintes monétaires et d'un rebond de l'activité. En conséquence, il est difficile de ne pas voir la prévision officielle de 8% comme une estimation basse de la croissance du PIB chinois pour 2004 et 2005 (qui devrait plutôt approcher 9% par an).

L'évolution économique de Taïwan, Singapour et Hong-kong est tout-à-fait représentative de la normalisation de la croissance du PIB dans la région en 2004. En effet, la croissance de ces pays est restée faible jusqu'en 2003, en raison de leur difficile repositionnement par rapport à la Chine. Mais au premier semestre 2004, ces trois pays ont retrouvé des rythmes de croissance proches de 7% et devraient finir 2004 sur une moyenne annuelle de 6% (après en 2003, 3.2% à Taïwan, 1.1% à Singapour, 3.3% à Hong-kong). Aidée par le contexte international, la reprise de la consommation des ménages et de l'investissement a donné, pour la première fois depuis la fin des années 1990, un caractère durable à la croissance.

En Malaisie, aux Philippines et en Indonésie, le retour de la croissance est moins récent ; l'accélération en 2004 a été moins prononcée (6% pour la Malaisie, 5% pour les Philippines et l'Indonésie). Les élections présidentielles de juillet 2004 aux Philippines (où la présidente sortante Gloria Arroyo a été reconduite) et en Indonésie (dont le résultat sera officiel en août) ont certainement augmenté les incertitudes à court terme. Les Philippines semblent se trouver dans une situation quasi inextricable à court terme du fait de la concurrence de la Chine sur ses avantages comparatifs traditionnels. L'Indonésie, de son côté, bénéficie de la demande chinoise de matières premières (minerais, bois, produits agricoles). Mais elle

souffre de l'absence structurelle d'investissements étrangers en raison, notamment, de l'accroissement de l'incertitude juridique liée à la décentralisation rapide qui a suivi le démantèlement de l'ère Suharto. Les élections de 2004 sont une étape importante dans la réaffirmation d'un pouvoir central légitime et démocratique indispensable au retour de la confiance et à la nécessaire montée en puissance du rythme de croissance.

L'accélération de l'activité économique a eu lieu en Thaïlande au cours de l'année 2002 pour conduire le PIB sur un rythme de 7% par an depuis 2003. Le rattrapage du secteur de la construction et l'apport des capitaux étrangers expliquent le succès du pays dans son repositionnement face à la Chine. La croissance a facilité la réduction des prêts non performants, domaine dans lequel la Thaïlande est longtemps restée en retard par rapport aux autres pays directement affectés par la crise de 1997-1998.

La Corée du Sud avait été le premier pays à retrouver une croissance forte et apparemment durable après la crise de 1997-1998 (plus de 7% par an de 1999 à 2002). Toutefois, ce dynamisme était en partie dû à la réorientation des crédits bancaires du secteur des entreprises (qui se sont désendettées) vers les ménages. Mais, avec la libéralisation financière, le développement effréné des cartes de crédit a généré ses propres excès et déplacé les problèmes de bilan des entreprises vers les institutions financières et les ménages. L'éclatement de cette nouvelle bulle a pénalisé l'activité économique et repoussé encore le redressement du secteur bancaire coréen. Depuis 2003, une crise présidentielle interne et les tensions avec la Corée du Nord ont fini d'entamer la confiance des ménages qui montre peu de signe de rebond en 2004. La croissance reste heureusement tirée par le secteur exportateur, le pays bénéficiant notamment de son positionnement sur les biens d'équipement importés par la Chine. Le PIB devrait ainsi augmenter de 5% en 2004 et 2005, après 3.1% en 2003.

Après avoir accéléré en 2003 à 8.2% à la faveur de bonnes récoltes, le PIB indien devrait ralentir quelque peu en 2004 et 2005, tout en se maintenant sur un rythme de 6.5%. La production agricole devrait encore enregistrer une forte croissance au second semestre 2004 (8% en glissement annuel), compte tenu d'une mousson favorable. Ceci est traditionnellement un facteur de soutien pour la consommation des ménages. L'inflation est en légère hausse en 2004 (prévision à 6% après 5% en 2003) sous la pression des prix du pétrole et des produits

alimentaires. La Banque centrale devrait augmenter ses taux directeurs dès le second semestre 2004 et mettre ainsi un terme à sa politique très accommodante (taux directeurs de 6% mi-2004). La défaite inattendue du parti nationaliste (Bharatiya Janata Party) aux élections législatives de mai-juin 2004 a accru les incertitudes à court terme. Toutefois, aucun changement majeur de politique économique n'est attendu de la part de la nouvelle coalition menée par le Parti du Congrès. Avec un déficit public de 6.5% du PIB en 2003, les marges de manœuvre budgétaires sont d'ailleurs faibles et les dépenses sociales envisagées par le nouveau gouvernement devraient être financées par une augmentation de la pression fiscale, de sorte que la perspective d'une réduction du déficit à 5% du PIB en 2004 reste valable.

Afrique

En 2003, l'Afrique sub-saharienne a bénéficié du bon niveau des prix du pétrole et des autres produits de base. La production agricole a été favorisée par de meilleures conditions climatiques. Au total, la croissance de la région de l'ordre de 3.5% est proche de la moyenne des cinq dernières années. Les perspectives retenues par le FMI pour 2004 et 2005 sont plus élevées (respectivement 4.2% et 5.7%), mais le Fonds souligne les incertitudes qui proviennent de la grande sensibilité des pays de la région à différents chocs. Ainsi en 2003 presque un tiers des pays d'Afrique sub-saharienne ont enregistré un recul de leur PIB par tête. Si l'insécurité politique a reculé dans plusieurs pays, au Soudan, le conflit du Darfour (démarré en février 2003) a fait, selon l'ONU, au moins 30 000 morts et a chassé de leurs foyers un à deux million de personnes.

Du fait de l'instabilité – qu'elle soit politique ou économique – très peu de pays enregistrent une croissance suffisamment régulière et durable pour que leur niveau de vie puisse sensiblement s'améliorer. Ainsi, parmi les pays africains appartenant à la catégorie des pays pauvres en 1960, ceux parvenus quarante ans plus tard au niveau des pays intermédiaires au début des années 1960 et qui font maintenant partie des pays pauvres (voir chapitre VIII, graphique 2).

Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (moins de 1 dollar par jour) a augmenté en Afrique sub-saharienne d'environ 60 million depuis 1990. Ce nombre pourrait continuer d'augmenter d'ici 2015, alors que les Objectifs du millénaire que se sont fixés les organisations internationales (Banque mondiale, FMI, ONU, OCDE)

voudraient qu'il soit divisé par 2. Dans le domaine de l'éducation et de la santé, les résultats risquent aussi d'être très inférieurs aux objectifs.

L'aide publique au développement (APD) reçue par l'Afrique est très inférieure à ce qu'il faudrait pour atteindre ces objectifs. Comme le soulignent J.M. Sévérino et O. Charnoz, l'efficacité de l'aide est souvent mise en question, mais seule l'assistance internationale a permis à un continent qui ne connaît pas de croissance économique soutenue de voir ses conditions concrètes de vie, de santé et d'éducation s'améliorer significativement. A cet égard, au cours des années 1990, alors même que l'Afrique était confrontée à la pandémie du sida, le recul de l'aide internationale a été dramatique. Le retournement observé en 2002 autorise un certain espoir : le volume total de l'APD nette reçu par les pays en développement a augmenté de 16% entre 2001 et 2002. Lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement (mars 2002), les donateurs se sont d'ailleurs engagés à accroître significativement leur aide. Cependant, la progression que l'on peut anticiper à partir des engagements pris permettra seulement de rattraper en 2006 le terrain perdu au cours des années 1990. De plus, entre 2001 et 2002, la moitié des 6 milliard d'augmentation des flux d'aide provenant des pays du CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) vient de l'allègement de la dette ; elle n'implique pas toujours un apport d'argent frais. Par ailleurs, les conflits récents ont conduit à allouer une partie de l'aide à d'autres objectifs que celui de la réduction de la pauvreté : sur les 6 milliard de dollars mentionnés, 1 milliard a été destiné à l'Afghanistan et au Pakistan. Enfin, une partie importante des aides accordées et des engagements est destinée à la prévention et au traitement du sida.

Néanmoins, l'évolution des flux d'aide est plus positive qu'elle ne l'a été depuis longtemps et l'Afrique est le continent qui a le plus profité de l'augmentation récente, ce qui, là aussi, marque un retournement. Les institutions internationales mettent celui-ci au crédit du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) lancé par les Africains en juillet 2001 et soutenu par le G8. Cette évolution marque en tout cas un plus grand intérêt porté à l'Afrique, notamment de la part des Etats-Unis.

La CNUCED a récemment rappelé que si l'ouverture aux échanges était un élément important de la croissance économique, il ne fallait pas surestimer son rôle dans la réduction de la pauvreté. Les économies dépendantes de leurs exportations de matières premières

sont confrontées à la baisse tendancielle et à la volatilité des cours mondiaux. L'expérience montre aussi que, dans des pays où la majorité de la population vit de l'agriculture de subsistance et où les infrastructures de transport et communication comme les marchés intérieurs sont sous-développés, les activités exportatrices restent géographiquement concentrées et ne favorisent pas l'insertion sociale des populations les plus pauvres.

Les travaux du CEPPI ont montré, quant à eux, qu'une libéralisation agricole multilatérale ne bénéficierait pas aux pays africains. Pour eux, cette libéralisation signifierait une érosion des préférences dont ils disposent actuellement (voir le chapitre VII). Cette perte devrait être compensée sous la forme d'un nouvel avantage commercial ou d'une aide au développement.

Les conditions dans lesquelles un accord multilatéral sur l'accès aux médicaments a été conclu, à quelques jours du sommet de Cancun (septembre 2003) montrent que les pays industrialisés (en l'occurrence, les Etats-Unis) peuvent être très réticents à assouplir le régime des échanges pour répondre aux besoins des pays pauvres. L'accord obtenu revient sur certaines dispositions de l'accord sur la propriété intellectuelle. Il permet aux pays de l'OMC confrontés aux crises de santé publique (SIDA, paludisme, tuberculose) de mettre à la portée du plus grand nombre les médicaments nécessaires en important des génériques d'autres pays autorisés à les fabriquer. Mais cet accord fixe des conditions très contraignantes pour le pays demandeur, soumis de surcroît à la surveillance et à l'approbation du secrétariat de l'OMC et de son Conseil sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce. Alors que les demandes des pays en développement apparaissaient entièrement légitimes, voire même vitales, il aura fallu deux ans de négociation, pour aboutir à un accord dont la portée pratique reste incertaine.

Bibliographie

- Jean S. (2004), « Les négociations commerciales multilatérales dans le cycle de Doha », Ecoflash
Sévérino J.M. et Charnoz O. (2004), « Un paradoxe du développement », Revue d'économie du développement, juin.